



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Jeudi 23 janvier 2025

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
201^e année
23 janvier 2025
n° 3 / 8068^e
pages 105 à 144



CHRONIQUE / Appel civil

Le conseiller de la mise en état face à la recevabilité
des interventions en cause d'appel

> Maxime Barba

114



Version numérique incluse*



322503



ÉDITORIAL

105 Un débat très académique, *Philippe Jestaz*

ACTUALITÉS

- 108 Transport aérien (indemnisation) : notion de voyage gratuit
- 108 Transport aérien (responsabilité) : remboursement en bons de voyage
- 108 Autorité parentale (droit de visite) : fixation par le juge des enfants
- 109 Procédure d'expropriation (appel) : délai de communication des pièces
- 110 Coemploi (action en reconnaissance) : point de départ de la prescription
- 110 Juge de la mise en état (compétence) : saisine du juge des référés
- 111 Compétence européenne (divorce) : exception de litispendance

POINT DE VUE

112 Opérations de paiement non autorisées : difficultés liées à la contestation,
Jérôme Lasserre Capdeville et Nicolas Kilgus

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 120 **Chronique** : Intelligence artificielle générative :
transparence partout, justification nulle part !, *Jean-Michel Bruguière*
- 125 **Panorama** : Droit de la presse, *Emmanuel Dreyer*
- 135 **Notes** : Faute détachable de l'associé... ou l'art d'aller à contresens,
note sous Com. 6 nov. 2024, Thibaut Duchesne
- 139 Le sort de l'obligation indivisible inexécutée lors de sa transmission aux héritiers,
note sous Civ. 1^{re}, 23 oct. 2024, Patrick Bouathong

ENTRETIEN

144 Didier Seban et Marine Allali – Retour sur le pôle « cold case »

Lefebvre Dalloz

DALLOZ

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
Tél. (Rédaction) 07 86 62 03 57
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
Ketty de Falco
DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET
DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HELENE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNARANT, NICOLAS DISSAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCAL DEUMIER

RÉDACTION

- DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

- RÉDACTION

Maiëlle HARSCOÛËT DE KERAVEL (01 40 64 53 79)

- CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

- ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)

Laurence BREUZE-DINNAT (01 40 64 54 81)

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice

ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER

src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1132,29 € TTC

Etranger : 1117,75 € HT

Prix au numéro : 49,31 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Janvier 2025

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre

La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Philippe Jestaz

105

Un débat très académique

ACTUALITÉS

108

DROIT DES AFFAIRES

Contrat d'affaires

Transport aérien (indemnisation) :

notion de voyage gratuit, *CJUE* 16 janv. 2025

Transport aérien (responsabilité) : rembourse-

ment en bons de voyage, *CJUE* 16 janv. 2025

108

DROIT CIVIL

Famille-Personne-Succession

Autorité parentale (droit de visite) : fixation

par le juge des enfants, *Cv.* 1^{re}, 15 janv. 2025

Indivision (successorale) : droit des indivisaires

de provoquer le partage, *Cv.* 1^{re}, 15 janv. 2025

Indivision (dette personnelle) : contribution

sociale généralisée, *Cv.* 1^{re}, 15 janv. 2025

109

DROIT IMMOBILIER

Expropriation

Procédure d'expropriation (appel) :

délai de communication des pièces,

Cv. 3^e, 16 janv. 2025

110

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Coemploi (action en reconnaissance) :

point de départ de la prescription,

Soc. 15 janv. 2025

Travail (temps partagé) : conditions

de conclusion du contrat de mission,

Soc. 15 janv. 2025

110

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

Juge de la mise en état (compétence) :

saisine du juge des référés,

Cv. 2^e, 16 janv. 2025

Tribunal d'instance (taux du ressort) :

restitution du dépôt de garantie,

Cv. 2^e, 16 janv. 2025

Compétence européenne (divorce) :

exception de litispendance,

Cv. 1^{re}, 15 janv. 2025

Voie d'exécution

Saisie immobilière (adjudication) :

opposabilité des baux à l'adjudicataire,

Cv. 2^e, 16 janv. 2025



POINT DE VUE

112

Opérations de paiement non autorisées : difficultés liées à la contestation
par Jérôme Lasserre Capdeville et Nicolas Kilgus



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUES

114

Le conseiller de la mise en état face à la recevabilité des interventions en cause d'appel
par Maxime Barba

120

Intelligence artificielle générative : transparence partout, justification nulle part !
par Jean-Michel Bruguière

PANORAMA

125

Droit de la presse
janvier 2024 – décembre 2024
par Emmanuel Dreyer

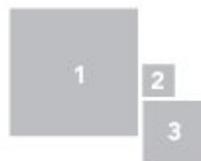
NOTES

135

Faute détachable de l'associé... ou l'art d'aller à contresens,
note sous *Com.* 6 nov. 2024
par Thibaut Duchesne

139

Le sort de l'obligation indivisible inexécutée lors de sa transmission aux héritiers,
note sous *Ov.* 1^{er}, 23 oct. 2024
par Patrick Bouathong



ENTRETIEN

144

Didier Seban et Marine Allali –
Retour sur le pôle « cold case »

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revue.fr

Contenus

Actualités	
Contenus pratiques	∨
Revue	
Synthèses	
Encyclopédies	
Jurisprudence	∨
Sources officielles	∨

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 3 du 20 janvier 2025

Sommaire du numéro

La Semaine du droit



ÉDITO

Le sens de l'égalité

N° 62 - Par Magali LAFOURCADE

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | POLITIQUE CRIMINELLE

Renforcer la lutte contre la criminalité organisée

N° 63 - Par Florence CREUX-THOMAS

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ASSURANCES

Élargissement du champ d'application de la taxation à 18 % pour les risques de toute nature relatifs aux véhicules terrestres à moteur

N° 64 - Par Bélanda WALTZ-TERACOL

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ASSURANCES (EN GÉNÉRAL)

Solvabilité II et IRRD : publication des nouvelles règles pour le secteur des assurances

N° 65

[Consulter le PDF](#)

N° 66

[Consulter le PDF](#)

L'erreur excusable du vendeur sur l'attribution du tableau cédé aux enchères

N° 67 - Par Yves-Marie SERINET

[Consulter le PDF](#)

Multipostulation versus « simple » représentation obligatoire face au principe d'égalité devant la Justice

N° 68 - Par Stéphanie GRAYOT-DIRX

[Consulter le PDF](#)

Publication de la circulaire de présentation des dispositions de droit pénal de la loi SREN

N° 69

[Consulter le PDF](#)

Expérimentation de la surveillance des mouvements de véhicules pour lutter contre la criminalité organisée

N° 70

[Consulter le PDF](#)

Champ d'application de l'obligation d'établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé

N° 71

[Consulter le PDF](#)

Arrêts P de la Cour de cassation du 16 au 29 décembre 2024

N° 72

[Consulter le PDF](#)

De la nécessité pour le ministère public de rédiger clairement l'acte d'appel

N° 73 - Par Virginie PELTIER

[Consulter le PDF](#)

Location financière : précision sur l'évaluation de l'indemnité de jouissance

N° 74 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

Publication des nouvelles règles relatives à l'amélioration du droit des sociétés à l'ère numérique

N° 75

[Consulter le PDF](#)

« Cartel des compotes » : fin de la saga judiciaire

N° 76

[Consulter le PDF](#)

Réforme de la procédure de traitement du secret des affaires par l'Autorité de la concurrence

N° 77

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 9 au 15 janvier 2025

N° 78

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENVIRONNEMENT

Pas d'obligation chiffrée de réduction des émissions de CO2 pour les majors du pétrole

N° 79 - Par Jean-Marc MOULIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | GARANTIE DES SALAIRES

AGS : garantie des créances résultant d'une prise d'acte ou d'une résiliation du contrat de travail

N° 80 - Par Gilles DEDESSUS-LE-MOUSTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | TRAVAIL

Responsabilité d'un salarié pour les dommages causés à l'employeur : pas besoin de caractériser une faute lourde ou intentionnelle

N° 81

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Obligation de performance énergétique pour les logements loués : quel impact à partir de 2025 ?

N° 82

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | LUTTE CONTRE LA FRAUDE FISCALE

La Cour des comptes appelle à renforcer l'efficacité et la supervision de la DNRED

N° 83

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 9 au 15 janvier 2025

N° 84

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | SUCCESSIONS

Un partage en cours depuis 17 ans n'est pas anormalement long

N° 85 - Par Frédéric DANNENBERGER

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

Une faculté volontaire et entreprenante !

N° 86 - Par Jeanne-Marie TUFFERY-ANDRIEU

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine



L'ÉTUDE | EXPERTISE

Vers un droit de l'expertise amiable

N° 87 - Par Valérie LASSERRE

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | SUCCESSIONS-LIBÉRALITÉS

Successions et libéralités

N° 88 - Par Raymond LE GUIDEDEC et Frédéric BICHERON

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | MARCHÉS FINANCIERS

Une réforme ambitieuse au service de l'attractivité des marchés financiers

N° 89 - Par Étienne BOURSICAN et Alexandre ZUBER

[Consulter le PDF](#)

La Semaine du praticien



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | COUR DE CASSATION

Audience solennelle de début d'année judiciaire de la Cour de cassation

N° 90

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | PROCÉDURE PÉNALE

Réparation de la détention provisoire : un montant d'indemnisation record

N° 91

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Les avocats auront désormais accès à « SecuriGrefe »

N° 92

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | MAGISTRATS

ENM : ouverture de trois concours et d'un premier concours spécial pour les auditeurs de justice

N° 93

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JUSTICE

Limitations de certaines attributions du garde des Sceaux

N° 94

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JUSTICE

Composition du cabinet du garde des Sceaux

N° 95

[Consulter le PDF](#)

Contenus

Actualités

Contenus pratiques



Revue

Synthèses

Encyclopédies

Jurisprudence



Sources officielles



La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 4 du 23 janvier 2025

Sommaire du numéro

Échos de la pratique



LANCEUR D'ALERTE

3 QUESTIONS - Vers un dévoiement du recours aux procédures d'alerte ?

N° 63 - Par Lucie MONGIN-ARCHAMBEAUD

ENTREPRISE

Défis posés par la définition des normes techniques pour le passeport numérique des produits

N° 64

BIBLIOGRAPHIE

Droit des entreprises en difficulté

N° 65

BIBLIOGRAPHIE

Opérations sur capital social

N° 66

Actualités



AFFAIRES | BANQUE

Services de paiement : négligence grave de l'utilisateur

N° 68

AFFAIRES | BANQUE

Services de paiement : périmètre de la responsabilité du banquier

N° 69

AFFAIRES | BANQUE

L'ABE publie ses lignes directrices définitives sur la gestion des risques ESG

N° 70

AFFAIRES | BANQUE

ABE : manuel sur les évaluateurs indépendants à des fins de résolution

N° 71

AFFAIRES | BANQUE

L'approche de l'UE concernant les paiements numériques sous l'oeil critique de la Cour des comptes européenne

N° 72

AFFAIRES | CONCURRENCE

Réforme de la procédure de traitement du secret des affaires par l'Autorité de la concurrence

N° 73

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

L'ESMA publie la taxonomie ESEF 2024

N° 74

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Résilience opérationnelle du secteur financier face aux cybermenaces : application par l'AMF des orientations révisées de l'ESMA sur le DORA

N° 75

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Responsabilité de l'hébergeur en raison de contenus illicites déposés sur la plateforme

N° 76

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Le CEPD analyse l'utilisation des données à caractère personnel pour le développement et le déploiement de modèles d'IA

N° 77

AFFAIRES | PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

L'EUIPO et l'EPO publient une étude soulignant l'impact positif des droits de propriété intellectuelle sur les performances des entreprises dans l'UE

N° 78

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

SCP de notaires : cession forcée des parts sociales d'un associé qui atteint l'âge limite d'exercice de la profession

N° 79

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Création d'un traitement de données personnelles pour la mise en oeuvre des procédures préalables à la prise de contrôle des sociétés agricoles

N° 80

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Requalification en CDI de contrats de mission successifs et de CDD : la jurisprudence reste inflexible

N° 81

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Prescriptions applicables aux actions en reconnaissance de co-emploi et aux demandes salariales et indemnitaires qui en découlent

N° 82

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Requalification-sanction d'un contrat de travail à temps partagé en CDI de droit commun

N° 83

SOCIAL | DURÉE DU TRAVAIL

Qualification du temps passé par un conducteur routier pour se rendre à son lieu de prise en charge d'un véhicule

N° 84

SOCIAL | HYGIÈNE ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Champ d'application de l'obligation d'établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé

N° 85

SOCIAL | CONTENTIEUX

Responsabilité d'un salarié pour les dommages causés à l'employeur : pas besoin de caractériser une faute lourde ou intentionnelle

N° 86

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Déclaration des droits d'auteur et d'inventeur : précisions relatives à l'identification du bénéficiaire de certaines redevances

N° 87

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

BIC - Précisions relatives à l'imposition de l'écart de réévaluation des titres d'une filiale annulés à la suite d'une opération de fusion-absorption

N° 88

FISCAL | FISCALITÉ INTERNATIONALE

Prêt sans intérêt à une société liée étrangère

N° 89

Études et commentaires



AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Droit pénal de l'entreprise

N° 1030 - Par Renaud SALOMON

AFFAIRES | REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Acquiescement du débiteur à une demande en revendication sans l'accord du mandataire judiciaire : danger pour le créancier revendiquant

N° 1031 - Par Michael TOTA

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

REDRESSEMENT JUDICIAIRE - Revendication - Biens meubles - Revendication tardive

N° 1032

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Le règlement sur les données 2023/2854 du 13 décembre 2023

N° 1033 - Par Laurent BADIANE , Matthieu BOURGEOIS , Lisa BATAILLE et Sophie DE KERMENGUY

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Pour la CJUE, un steak peut être végétal

N° 1034 - Par Mélanie CESCUT-PUORE

SOCIAL | LICENCIEMENT

La précision des offres de reclassement : une exigence appréciée strictement

N° 1035 - Par Marie-Noëlle ROUSPIDE-KATCHADOURIAN

FISCAL | MOINS-VALUES

Traitement fiscal des moins-values sur titres de participation à la suite d'une restructuration

N° 1036 - Par Nicolas NEZONDET

À la une

La mise en œuvre de la téléconsultation en garde à vue : beaucoup de retenue pour assez peu de précautions

étude par Laetitia GAURIER

La loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 autorise la téléconsultation en garde à vue pour accélérer les examens médicaux, mais son application suscite des questions sur la protection des droits fondamentaux, notamment le secret médical, le consentement éclairé et l'égalité d'accès aux soins.



© Song_about_summer_AdobeStock

Actualité

Vœux du CNB : les avocats refusent d'être les boucs émissaires du manque de moyens de la justice

focus

Jurisprudence

La prescription n'est pas un droit protégé par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme

note par Héloïse MEUR
sous CEDH, 28 nov. 2024

Promesse unilatérale de vente : la volonté du législateur mise à mal par l'application dans le temps d'un revirement de jurisprudence

note par Pauline LÉGER
sous Cass. 3^e civ., 21 nov. 2024

Gazette Spécialisée

DROIT DE LA FAMILLE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

- **Élodie MULON**

Avocate au barreau de Paris, associée, CM&A-Chauveau Mulon & Associés

- **Isabelle REIN-LESCASTÉREYRES**

Avocate au barreau de Paris, associée, BWG Associés

- **Guillaume BARBE**

Avocat au barreau de Paris, associé, IVOIRE

AVEC LA PARTICIPATION DE

Charlotte BARBIER, Sophie BARDIAU, Charlotte BLANCHE, Philippa BOUVEAU, Anne COQUET, Alice DEPRET, Emma DILLY, Priscillia FERNANDES, Cléri FERNANDO, Charlotte FESQUET, Romane LEMAITRE, Raluca LOLEV, Silan MANIS, Léa MARTEAUX, Capucine MÉRIGAUD, Morghân PELTIER, Margaux PFISTER, Nathanaëlle PILLORGET, Juliette RICHARD, Dominique SALVARY, Anne SANNIER, Jennifer TERVIL, Clothilde TORCHY, Stéphanie TRAVADE-LANNOY et Agathe WEHBÉ



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : relationclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2025

• Prix TTC au n° : 25,53 €

+ frais de port

• Abonnement France (un an) :

Journal seul : 621,79 € TTC

Recueils + table seuls : 601,37 € TTC

Journal, recueil + table : 832,12 €

Abonnement feuiltable numérique : 264,44 € TTC

• Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 699 €

Journal, recueil + table : 899 €

Abonnement feuiltable numérique : 259 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : [@LextensoAvocat](https://twitter.com/LextensoAvocat)

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Dupliprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 502 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :

Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).
La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Le prochain numéro de la Gazette du Palais
paraîtra le 4 février 2025.

Actualité

- GPL472g4 ■ Vœux du CNB : les avocats refusent d'être les boucs émissaires du manque de moyens de la justice 3
- GPL472h2 ■ L'IA s'invite à la rentrée de la cour d'appel de Paris 4
- GPL472g5 ■ À Lyon, la procureure générale appelle à réviser d'urgence la justice criminelle 5
- GPL472g6 ■ La cour d'appel de Rennes toujours en manque d'effectifs 6
- GPL472k4 ■ Le tribunal judiciaire de Marseille au bord de l'asphyxie 7
- GPL472j8 ■ BIF : « Il est primordial de travailler main dans la main avec le barreau de Paris »
entretien avec Laurent CARUSO 9

Doctrine

- GPL472d8 ■ La mise en œuvre de la téléconsultation en garde à vue : beaucoup de retenue pour assez peu de précautions
étude par Laetitia GAURIER 11

Jurisprudence

- GPL472a0 ■ La prescription n'est pas un droit protégé par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme
note par Héloïse MEUR sous CEDH, 28 nov. 2024 15
- GPL472e2 ■ Promesse unilatérale de vente : la volonté du législateur mise à mal par l'application dans le temps d'un revirement de jurisprudence
note par Pauline LÉGER sous Cass. 3^e civ., 21 nov. 2024 18
- GPL471x7 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 21
- GPL471y8 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 25
- GPL472b8 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme
par Catherine BERLAUD 28
- GPL472i6 ■ Chronique de jurisprudence de droit de l'environnement
par Marie-Pierre MAÏTRE
avec la collaboration d'Émilie BERTAINA, Brice CROTTET, Julie LOVERA, Laurine MERCIER, Laura PICAVEZ et Johanne PINOT en exclusivité sur la Base Lextenso :
<https://lext.so/GPL472i6> 

Gazette Spécialisée

DROIT DE LA FAMILLE

29

Sous la responsabilité scientifique de

Élodie MULON, Isabelle REIN-LESCASTÉREYRES et Guillaume BARBE

PRATIQUE P. 12
IMMOBILIER

Présentation de la nouvelle loi *Le Meur* relative aux meublés de tourisme

par Mathieu Soulié



ACTUALITÉS P. 5
IMMOBILIER

Ventes immobilières : calcul du délai de rétractation de dix jours de l'acquéreur

ENTREPRISE

Bien vendu avec une clause de réserve de propriété, action en revendication et rôle du juge-commissaire

PERSONNES / FAMILLE

Rapport des primes d'une assurance-vie : appréciation du caractère manifestement exagéré

DROIT FISCAL

Date de liquidation des droits applicables à une cession de droits sociaux

DOCTRINE P. 17
IMMOBILIER

Fonds enclavés et solidarité par Marc Richevaux

CHRONIQUES P. 23
PROFESSIONS

Responsabilité et déontologie notariales

par Jean-François Sagaut et Adrien Verrecchia

ACTUALITÉS P. 5

À LA UNE

DEF223t8 ■ Ventes immobilières : calcul du délai de rétractation de dix jours de l'acquéreur

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF223t3 ■ Ventes successives : effet de la réfection de la vente initiale sur l'action en nullité du sous-acquéreur

ENTREPRISE

DEF223t4 ■ Bien vendu avec une clause de réserve de propriété, action en revendication et rôle du juge-commissaire

FAMILLE - PATRIMOINE

DEF223t5 ■ Rapport des primes d'une assurance-vie : appréciation du caractère manifestement exagéré

FISCAL

DEF223t6 ■ Date de liquidation des droits applicables à une cession de droits sociaux

PRATIQUE P. 12

QUESTIONS-RÉPONSES

DEF223o9 ■ Présentation de la nouvelle loi *Le Meur* relative aux meublés de tourisme par **Mathieu Soulié**

DOCTRINE P. 17

DEF223i9 ■ Fonds enclavés et solidarité par **Marc Richevaux**

CHRONIQUES P. 23

DEF223o8 ■ Responsabilité et déontologie notariales par **Jean-François Sagaut** et **Adrien Verrecchia**

VIE PRO P. 31

OFFRES ET DEMANDES P. 33

INDICES P. 36